

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPGR/W/11/Add.5**

27 septembre 1996

(96-3863)

**Groupe de travail des règles de l'AGCS**

Original: anglais

## COMMUNICATION DU JAPON

### Réponse au questionnaire sur les marchés publics de services

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS à la demande de la délégation du Japon.

#### I. REGIMES EXISTANTS DE PASSATION DES MARCHES

##### Définition

#### **1. Quelle est la définition des marchés publics qui est utilisée pour remplir ce questionnaire?**

Les marchés publics sont définis ici comme étant les marchés de services visés par l'Accord sur les marchés publics conclu à Marrakech le 15 avril 1994 (ci-après dénommé "l'Accord"). Il faut noter que cette définition ne s'applique que dans le contexte de ce questionnaire et ne préjuge en rien de la position du Japon sur la portée générale des marchés publics.

##### Structure administrative

#### **2. Comment sont administrées les activités dans le domaine des marchés publics? Jusqu'à quel point ces activités sont-elles centralisées? Prière d'indiquer l'identité de tous organismes centraux de passation des marchés et leurs responsabilités respectives?**

Au Japon, les marchés publics revêtent la forme de contrats passés, de façon décentralisée, par les entités qui effectuent les achats. Les procédures de passation des marchés sont définies par la Loi comptable et ses règlements d'application pour les entités du gouvernement central et par la Loi sur l'autonomie locale et ses règlements d'application pour les entités des gouvernements sous-centraux; pour les autres entités, elles sont conformes aux procédures pertinentes appliquées sous le contrôle de l'entité concernée du gouvernement central. Les plans d'achats du gouvernement central sont généralement établis sur la base des marchés prévus par les entités contractantes. Un projet de budget est soumis à l'examen des autorités fiscales; il prend effet au début de l'exercice suivant, après avoir été approuvé par la Diète.

##### Lois et réglementations en vigueur

#### **3. a) Prière d'indiquer les lois, règlements, règles, directives, décrets, décisions et autres mesures régissant les marchés publics. Quel en est le champ d'application? En particulier, prière de mentionner les exemptions qui pourraient exister. Prière d'indiquer succinctement le contenu de chacune de ces mesures?**

Les principales lois et réglementations régissant les marchés publics au Japon sont indiquées ci-après ainsi que leur champ d'application.

1) Lois et règlements

- i) Loi comptable
- ii) Décret ministériel sur le budget, l'audit et la comptabilité
- iii) Dispositions particulières du Décret ministériel sur le budget, l'audit et la comptabilité
- iv) Règlement relatif à la gestion des marchés publics
- v) Décret ministériel établissant des procédures spéciales pour la passation des marchés de fournitures et de services
- vi) Ordonnance ministérielle établissant des procédures spéciales pour la passation des marchés de fournitures et de services
- vii) Loi sur l'autonomie locale
- viii) Ordonnance d'application de la Loi sur l'autonomie locale
- ix) Décret ministériel établissant des procédures spéciales pour la passation des marchés de fournitures et de services par les entités de l'administration locale
- x)
  - a) Décision ministérielle du 1er décembre 1995 instituant l'Office de contrôle des marchés publics
  - b) Décision de l'Office de contrôle des marchés publics, en date du 14 décembre 1995, sur les procédures d'examen des plaintes concernant des marchés publics
  - c) Décision du directeur de l'Office de contrôle des marchés publics, en date du 14 décembre 1995, définissant les mesures applicables en matière de marchés publics

2) Description succincte

- i) Loi comptable

Cette loi établit les règles de la comptabilité publique, notamment en ce qui concerne les obligations et les méthodes contractuelles, les méthodes de passation des marchés et les formes de contrats.

- ii) Décret ministériel sur le budget, l'audit et la comptabilité - Dispositions spéciales du Décret ministériel sur le budget, l'audit et la comptabilité - Règlement relatif à la gestion des marchés publics

Ces textes précisent le contenu des règles et procédures énoncées dans la Loi comptable, notamment les règles régissant les appels d'offres sélectifs et les marchés de gré à gré.

- iii) Décret ministériel établissant des procédures spéciales pour la passation des marchés de fournitures et de services

Ce décret établit les règles et procédures spéciales permettant la mise en oeuvre de l'Accord, en complément des lois et règlements mentionnés au paragraphe 1) i) à iv) ci-dessus.

- iv) Ordonnance ministérielle établissant des procédures spéciales pour la passation des marchés de fournitures et de services

Cette ordonnance s'applique aux marchés assujettis aux dispositions du Décret ministériel mentionné au paragraphe 1) v) ci-dessus. Elle précise le contenu des règles et procédures applicables en la matière, notamment les renseignements sur les procédures de qualification qui doivent être publiés au Journal officiel "Kampo", les renseignements devant figurer dans le dossier d'appel d'offres et les informations à communiquer après l'adjudication du marché.

- v) Loi sur l'autonomie locale

Cette loi définit les principes généraux régissant l'organisation et le fonctionnement des entités de l'administration locale (y compris les règles applicables en matière de passation des marchés) et les relations de base entre le gouvernement central et l'administration locale.

- vi) Ordonnance d'application de la Loi sur l'autonomie locale

Cette ordonnance établit des règles et procédures détaillées pour la mise en oeuvre de la Loi sur l'autonomie locale, y compris en ce qui concerne la passation des marchés.

- vii) Décret ministériel établissant des procédures spéciales pour la passation des marchés de fournitures et de services par les entités de l'administration locale

Ce décret établit les règles et procédures spéciales permettant la mise en oeuvre de l'Accord, en complément des lois et règlements mentionnés au paragraphe 1) vii) et viii) ci-dessus.

- viii) Décision ministérielle du 1er décembre 1995 instituant l'Office de contrôle des marchés publics (ci-après dénommé l'"OGPR")

L'OGPR a été créé par le Cabinet du Premier Ministre pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord relatives aux procédures de contestation. La Commission d'examen des marchés publics ("GPRB"), qui relève de l'OGPR, examine avec équité et objectivité les plaintes relatives aux marchés passés par des entités du gouvernement central ou d'autres entités. Il procède à cet examen conformément aux procédures particulières établies par l'OGPR, en appliquant les dispositions de l'Accord et les mesures prescrites par ailleurs par le directeur de l'OGPR.

- ix) Sur le modèle des procédures établies par l'OGPR, les préfectures et les municipalités désignées, visées par la Loi sur l'autonomie locale, ont établi leurs propres procédures d'examen des plaintes relatives aux marchés visés par l'Accord.

3) Champ d'application

Les lois et règlements mentionnés au paragraphe 1) ii), iii) et iv) ci-dessus s'appliquent aux entités du gouvernement central; ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1) v) et vi) s'appliquent aux entités des gouvernements sous-centraux, tandis que le Décret ministériel mentionné au paragraphe 1) vii) s'applique aux préfectures et aux municipalités désignées visées par l'Accord. Les lois et règlements susmentionnés ne prévoient pas d'exceptions, hormis celles qui sont énoncées dans l'Accord.

b) **Le régime de passation des marchés fait-il une distinction entre marchés de fournitures et marchés de services? Dans l'affirmative, de quelle manière les règles s'appliquent-elles dans le cas de marchés combinés comportant à la fois des fournitures et des services?**

Le régime de passation des marchés ne fait pas de distinction de ce genre.

Procédures de passation des marchés appliquées

4. a) **Quelles procédures sont suivies dans le processus de passation des marchés?**

Les procédures de passation des marchés suivies par les entités visées par la Loi comptable et par la Loi sur l'autonomie locale sont l'appel d'offres ouvert, l'appel d'offres sélectif et le marché de gré à gré ou l'appel d'offres limité.

i) Appel d'offres ouvert

L'entité publie un avis de projet de marché dans le Journal officiel "Kampo" ou dans des publications locales équivalentes, en invitant les fournisseurs qualifiés à soumissionner. Le marché est attribué au soumissionnaire le moins-disant. C'est là la principale méthode de passation des marchés publics au Japon.

ii) Appel d'offres sélectif

L'entité publie un avis de projet de marché dans le Journal officiel "Kampo" ou dans des publications locales équivalentes en indiquant que les demandes de qualification pour participer au marché seront prises en considération. A l'issue de la procédure de qualification, l'entité choisit, parmi les fournisseurs qualifiés, ceux qu'elle juge aptes à exécuter le marché. Celui-ci est attribué au fournisseur sélectionné dont la soumission est la plus basse. Les conditions d'utilisation de la procédure d'appel d'offres sélective sont définies par les lois et règlements qui précisent les circonstances dans lesquelles il n'est pas nécessaire de procéder à un appel d'offres ouvert - par exemple, si la concurrence est limitée du fait de la nature ou de l'objet du marché.

iii) Marché de gré à gré ou appel d'offres limité

Le marché est passé avec un fournisseur sélectionné, sans appel à la concurrence. Cette procédure n'est utilisée que dans des circonstances exceptionnelles. En particulier, pour les marchés visés par l'Accord, elle ne peut être utilisée que dans les cas prévus par l'Accord, notamment lorsque aucune soumission n'est déposée en réponse à un appel d'offres ouvert ou sélectif, ou lorsque cela est nécessaire pour protéger des brevets, des droits d'auteur ou d'autres droits exclusifs.

- b) **Dans quelles circonstances des procédures différentes sont-elles utilisées? Par exemple, si la méthode utilisée dépend de la valeur du marché, les valeurs de seuil devraient être indiquées.**

Pour ce qui est des circonstances dans lesquelles des procédures différentes sont utilisées, voir la réponse à la question 4 a) ci-dessus. La procédure utilisée ne dépend pas de la valeur du marché.

- c) **Quels sont les délais pour la présentation des soumissions?**

Les offres doivent être présentées avant la date limite spécifiée dans l'avis d'appel d'offres publié au Journal officiel (celui-ci est publié en principe 40 jours avant la date limite).

Publicité concernant les invitations à soumissionner

5. a) **De quelle manière les marchés envisagés sont-ils rendus publics? Les invitations à soumissionner sont-elles rendues publiques? Dans l'affirmative, dans quelles publications et dans quelles langues?**

L'entité contractante publie une invitation à soumissionner dans le Journal officiel "Kampo" ou dans des publications locales équivalentes, en principe 40 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les avis d'appel d'offres doivent donc être lus très attentivement. Des renseignements sur le marché peuvent être obtenus auprès des points de contact désignés à cet effet. En ce qui concerne la langue dans laquelle doit être rédigée l'invitation à soumissionner, voir la réponse à la question 5 c) ci-dessous.

- b) **L'ampleur et la forme de la publicité diffèrent-elles selon les procédures d'appel d'offres utilisées et/ou selon la valeur du marché?**

L'ampleur et la forme de la publicité ne diffèrent pas selon la procédure d'appel d'offres utilisée ou selon la valeur du marché.

- c) **Quels sont les détails du marché envisagé qui sont normalement rendus publics? Y a-t-il un ensemble minimum de renseignements qu'il faut rendre publics? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

L'avis de projet de marché publié au Journal officiel indique la nature et la quantité des services à fournir, la date limite pour la réception des soumissions et le nom et le service de la personne en charge du marché; il est rédigé en anglais, c'est-à-dire dans l'une des langues officielles de l'OMC. Dans le cas des procédures d'appel d'offres sélectives, l'avis de projet de marché doit indiquer en outre les conditions à remplir pour être admis à participer au marché. L'invitation à soumissionner doit contenir les renseignements suivants:

- l'objet du marché;
- dans le cas de marchés successifs, une description de la nature et de la quantité des services à fournir dans le cadre des marchés ultérieurs et une indication approximative de la date à laquelle seront publiés les avis suivants ainsi que la date des premières invitations à soumissionner;
- les qualifications requises pour participer à la procédure d'appel d'offres;
- l'adresse et la date limite pour le dépôt des soumissions;
- l'adresse de l'entité qui fournira des renseignements sur les conditions du marché;
- l'adresse et les modalités pour l'obtention du dossier d'appel d'offres;
- le nom et le service de la personne en charge du marché;

- la date, l'heure et le lieu de l'ouverture des soumissions;
  - la langue et la monnaie à utiliser;
  - un énoncé des garanties de soumission et des garanties contractuelles exigées;
  - une indication des obligations des soumissionnaires;
  - une mention du fait que les offres qui sont présentées par des fournisseurs non qualifiés ou qui ne respectent pas les conditions du marché seront rejetées;
  - une indication précisant si un contrat écrit est exigé;
  - les critères d'adjudication.
- d) **La documentation complète relative à l'appel d'offres est-elle obtenue contre paiement? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions et d'indiquer comment ce paiement est fixé.**

Les fournisseurs qui envisagent de soumissionner peuvent obtenir auprès de l'entité contractante le dossier d'appel d'offres contenant des renseignements détaillés sur le marché. Dans certains cas, le dossier d'appel d'offres est fourni moyennant le paiement d'une somme correspondant aux frais engagés pour le constituer.

- e) **Des moyens électroniques sont-ils utilisés pour annoncer les possibilités de marchés? Quelle est la nature des systèmes qui sont en place? Des dispositions différentes en matière de passation des marchés sont-elles applicables aux marchés annoncés de cette manière? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Afin de faciliter l'accès à l'information sur les marchés publics, une base de données électronique contenant les renseignements publiés dans le Journal officiel "Kampo" peut être consultée dans les agences locales et les Centres d'aide aux entreprises de l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) ou à l'aide des services d'information en ligne et de recherche de données disponibles sur Internet.

Prescriptions énoncées concernant les fournisseurs potentiels

6. a) **Existe-t-il des prescriptions en matière d'enregistrement, de résidence ou autres concernant les fournisseurs potentiels?**

En général, les fournisseurs qui souhaitent participer à une procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective doivent être qualifiés par l'entité contractante et être inscrits sur la liste permanente de fournisseurs qualifiés qu'elle établit et met à jour.

Afin de garantir la transparence et l'ouverture des procédures d'appel d'offres et l'utilisation rationnelle des ressources, le principe qui prévaut est celui de la concurrence par les prix. C'est pourquoi, pour s'assurer que seuls les fournisseurs capables d'exécuter le marché de façon satisfaisante soient admis à soumissionner, l'entité contractante doit vérifier les qualifications des fournisseurs qui demandent à participer à l'appel d'offres, en veillant à traiter équitablement tous les concurrents; la capacité des fournisseurs est évaluée en fonction de l'importance de leurs opérations, de leurs antécédents et d'autres facteurs. Ceux qui sont jugés aptes à exécuter le marché sont inscrits sur la liste des fournisseurs qualifiés. Cela garantit la transparence des procédures et la sélection de fournisseurs ayant les capacités requises. Aucune autre condition n'est imposée pour participer aux procédures de qualification.

- b) **Quelle est la nature de toutes conditions de participation exigées des fournisseurs, par exemple garanties financières, réputation commerciale et qualifications**

**techniques? Les conditions de participation varient-elles selon la nature du processus de passation et/ou la valeur du marché envisagé?**

Pour la première question, voir la réponse à la question 6 a). Pour ce qui est de la seconde question, les conditions de participation varient selon la nature de la procédure de passation des marchés, décrite dans la réponse à la question 4 a), mais elles ne dépendent pas de la valeur du marché.

- c) **Existe-t-il des listes de fournisseurs agréés? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures permettant de vérifier la capacité des entreprises qui demandent à figurer sur les listes de soumissionnaires? Les listes de fournisseurs agréés, s'il en existe, sont-elles régulièrement revues/mises à jour?**

Voir la réponse à la question 6 a). La liste permanente (ci-après dénommée "la liste") des fournisseurs qualifiés établie par les entités contractantes est généralement mise à jour tous les ans ou tous les deux ans. D'autres fournisseurs peuvent demander à tout moment à être qualifiés. Les fournisseurs reconnus comme qualifiés sont inscrits sur la liste.

#### Critères d'évaluation des offres et d'adjudication

7. a) **Quels sont les critères qui sont pris en considération pour l'adjudication des marchés? Les critères pour l'adjudication des marchés sont-ils communiqués à l'avance aux fournisseurs potentiels?**

Afin de garantir la transparence et l'ouverture des procédures d'appel d'offres et l'utilisation rationnelle des ressources, les soumissions sont évaluées selon la méthode du moindre coût: l'entité contractante calcule un prix de référence, sur la base de spécifications objectives et raisonnables. Dans des secteurs importants, comme les services informatiques et les services connexes, les offres dont le prix est supérieur au seuil fixé sont évaluées sur la base de "la plus grande valeur globale", ce qui permet une évaluation objective de la qualité des services proposés. Les critères d'évaluation sont précisés dans l'avis d'appel d'offres et les fournisseurs en sont informés à l'avance.

- b) **La passation des marchés est-elle soumise à des dispositions relatives aux opérations de compensation, par exemple prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, prescriptions relatives au transfert de technologie et prescriptions en matière d'échanges compensés?**

Au Japon, il n'existe pas de dispositions permettant de rechercher des compensations dans la passation d'un marché, par exemple au moyen de prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale ou au transfert de technologie, ou d'exigences en matière d'échanges compensés.

- c) **La préférence est-elle donnée à des entreprises ou groupes d'entreprises particuliers? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Au Japon, les procédures de passation des marchés publics n'imposent aucune restriction en ce qui concerne l'origine ou la nationalité du fournisseur; elles sont appliquées selon le principe du traitement national, de façon non discriminatoire. Aucun fournisseur ne bénéficie d'un traitement préférentiel.

- d) **Les critères en matière de passation des marchés diffèrent-ils selon le secteur ou le domaine de l'économie?**

Au Japon, la passation des marchés est fondée sur le principe de la concurrence par les prix; les critères en la matière ne diffèrent pas selon le secteur ou le domaine de l'économie.

- e) **Quelle est la marge de choix ou d'appréciation laissée à l'autorité contractante? De quoi l'éventuelle marge d'appréciation laissée à l'autorité contractante dépend-elle?**

Afin d'éviter toute décision arbitraire en matière d'adjudication, les fournisseurs sont soumis à une procédure de qualification préalable, appliquée de façon non discriminatoire, compte tenu de critères tels que la qualité ou le respect du cahier des charges; la procédure de qualification ne doit pas avoir pour effet d'empêcher la concurrence et elle doit être fondée sur le principe de la concurrence par les prix.

Divulgaration des offres reçues et des adjudications

8. a) **De quelle manière les soumissions sont-elles reçues, enregistrées et ouvertes?**

Les soumissions doivent être envoyées sous pli cacheté, dans les délais et à l'adresse indiqués dans l'avis d'appel d'offres publié dans le Journal officiel "Kampo" ou dans une publication locale équivalente. Il peut être demandé parfois de joindre à la soumission les spécifications des services proposés.

Les plis sont ouverts à la date et dans le lieu indiqués dans l'avis d'appel d'offres, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants, ou, à défaut, en présence de témoins choisis parmi les membres du personnel de l'entité contractante qui ne sont pas concernés par la procédure d'appel d'offres.

- b) **Les entités sont-elles tenues de rendre publics les détails des marchés adjugés et/ou d'aviser les soumissionnaires non retenus?**

L'entité contractante notifie aux soumissionnaires, par écrit, la décision concernant l'adjudication. Elle fait paraître dans le Journal officiel "Kampo" ou dans des publications locales équivalentes un avis indiquant l'objet du marché, la date de l'adjudication, le nom et l'adresse de l'adjudicataire et la valeur de la soumission retenue, dans le but d'encourager les fournisseurs intéressés à soumissionner à d'autres appels d'offres. Des renseignements sur l'adjudication des marchés publics peuvent également être obtenus auprès des points de contact désignés à cet effet.

- c) **Les entités sont-elles tenues de rendre publiques, ou de communiquer aux soumissionnaires non retenus, les raisons pertinentes pour lesquelles leur soumission a été rejetée?**

Sur demande, l'entité contractante doit communiquer dans les meilleurs délais aux fournisseurs dont l'offre n'a pas été retenue des renseignements pertinents concernant les raisons du rejet, ces renseignements ne figurant pas dans la notification de la décision relative à l'adjudication qui est adressée aux soumissionnaires.

Traitement accordé aux services et/ou aux fournisseurs nationaux et étrangers

9. **Quels sont les lois, règlements, procédures ou pratiques en vertu desquels les services et/ou les fournisseurs nationaux bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé aux services et/ou aux fournisseurs étrangers, ou les services et/ou les fournisseurs d'un Membre bénéficient d'un traitement plus favorable que ceux d'un autre Membre? Prière d'indiquer de quelle manière**



**un traitement plus favorable est éventuellement accordé. Prière d'indiquer également la définition pratique du terme "national" s'agissant des services et des fournisseurs nationaux.**

Au Japon, aucune distinction n'est faite entre les fournisseurs en fonction de l'origine ou de la nationalité et le principe du traitement national et de la non-discrimination est appliqué. Par "services nationaux", on entend les services fournis à des organismes publics par une personne morale détenue ou contrôlée par des ressortissants japonais grâce à une présence commerciale au Japon, ou par des Japonais résidant au Japon.

#### Procédures pour entendre et examiner les plaintes/recours

**10. Quelles sont les procédures, s'il en existe, auxquelles peuvent avoir recours les parties, nationales et étrangères, pour déposer des plaintes contre l'adjudication d'un marché? Prière de fournir des renseignements détaillés.**

Conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord, le gouvernement japonais a établi un mécanisme de contestation<sup>1</sup> permettant aux fournisseurs qui le souhaitent de contester l'adjudication de marchés visés par l'Accord et/ou passés en application de mesures adoptées volontairement par le Japon. Les plaintes concernant des marchés passés par des entités autres que celles des gouvernements sous-centraux sont examinées par l'Office de contrôle des marchés publics (OGPR), placé sous l'autorité du Cabinet du Premier Ministre, conformément à un Décret ministériel de décembre 1995. La Commission d'examen des marchés publics, qui relève de l'OGPR, a défini les procédures d'examen des plaintes. Leurs modalités d'application sont décrites brièvement ci-après. (Les plaintes concernant les marchés passés par des entités des gouvernements sous-centraux peuvent être examinées selon les procédures établies par les entités concernées.)

#### Qualification des plaignants

Une plainte peut être déposée par un fournisseur qui a soumissionné ou qui est qualifié pour soumissionner à un appel d'offres, sous réserve des procédures d'examen des plaintes.

#### Où déposer la plainte?

La plainte doit être déposée auprès du Secrétariat de la Commission de l'organisme d'examen des plaintes relatives aux marchés publics (CHANS), Bureau de coordination, Agence de planification économique.

#### Dépôt de la plainte

Les plaintes peuvent être présentées selon le modèle figurant à l'annexe 1; elles peuvent être déposées directement ou par téléphone, par courrier ou de toute autre façon.

#### Participation à la procédure d'examen

Tous les fournisseurs ayant un intérêt dans le marché qui fait l'objet de la plainte peuvent participer à la procédure d'examen en assistant aux réunions de la Commission ou en exprimant leur avis. Ceux qui souhaitent participer à la procédure doivent en informer le Secrétariat, en présentant

---

<sup>1</sup>Un fournisseur peut contester, devant le Conseil, les procédures suivies pour la passation d'un marché s'il estime qu'elles sont incompatibles avec les dispositions de l'Accord ou avec des mesures applicables adoptées volontairement par le Japon afin d'assurer aux fournisseurs étrangers un plus large accès à son marché.

une demande selon le modèle figurant à l'annexe 2, dans les cinq jours suivant la parution de l'avis publié dans le Journal officiel "Kampo" ou sur Internet.

II. PARTICIPATION A DES ACCORDS PLURILATERAUX, REGIONAUX ET/OU BILATERAUX

**11. Le Membre est-il partie à des accords plurilatéraux, régionaux et/ou bilatéraux comportant des dispositions relatives aux marchés publics? Dans l'affirmative, prière d'indiquer les dispositions pertinentes.**

Le Japon est partie à l'Accord sur les marchés publics conclu le 15 avril 1994 à Marrakech, tout en restant partie à l'Accord sur les marchés publics conclu à Genève le 12 avril 1979 et modifié le 2 décembre 1986.

III. IMPORTANCE ECONOMIQUE DES MARCHES DE SERVICES

**12. a) Prière de fournir des statistiques (s'il en existe) sur le nombre et la valeur des marchés de services:**

- à la fois globalement et par secteur;
- par origine des services et des fournisseurs.

**b) Prière de fournir des statistiques (s'il en existe) sur:**

- la part des marchés de services dans l'ensemble des marchés;
- la part des marchés de chaque service dans la production nationale totale de ce service;
- la part des marchés de chaque service dans la consommation intérieure totale de ce service.

Il n'existe pas encore de statistiques sur les marchés de services. (Le gouvernement japonais commencera, l'an prochain, à recueillir des données sur les marchés visés par l'Accord qui ont été passés dans le courant de cette année.)

ANNEXE 1

Modèle de présentation des plaintes

Renseignements à fournir

Nom du plaignant (aucune plainte anonyme n'est acceptée)	Nom de la société (celle-ci doit avoir un intérêt dans le marché en question)
	Adresse, code postal
	N° de téléphone et de télécopie
	Nom (dans le cas d'une société, indiquer le nom du représentant officiel)
	Nom du responsable
Marché faisant l'objet de la plainte	Marché annoncé officiellement dans l'avis d'appel d'offres n° _____ (paru au Journal officiel du jour/mois/année) et devant être passé par _____ (nom de l'entité)
Teneur de la plainte	(Pour que la plainte soit examinée rapidement, donner le plus de détails possibles. Joindre si possible des documents descriptifs.)
L'entité contractante a-t-elle été consultée?	1) Oui (où et quand?) 2) Non

ANNEXE 2Modèle de présentation des demandes pour participer à la procédure d'examen des plaintesRenseignements à fournir

Personne (organisme) souhaitant participer (aucune demande anonyme n'est acceptée)	Nom de la société (celle-ci doit avoir un intérêt dans le marché en question)
	Adresse, code postal
	N° de téléphone et de télécopie
	Nom (dans le cas d'une société, indiquer aussi le nom du représentant officiel)
	Nom du responsable
Procédure d'examen à laquelle la personne souhaite participer	Avis public n° _____ de la Commission d'examen des marchés publics
Motif de la demande	(Expliquer en détail l'intérêt du demandeur dans le marché en question)